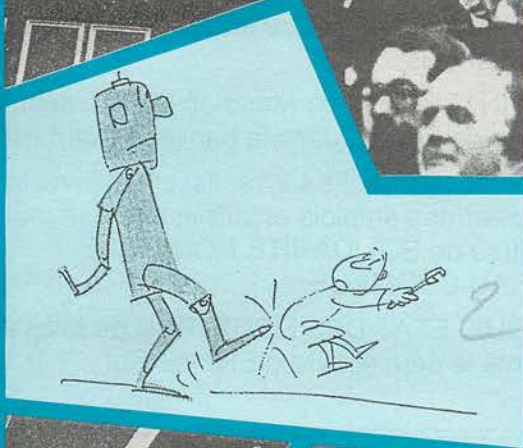
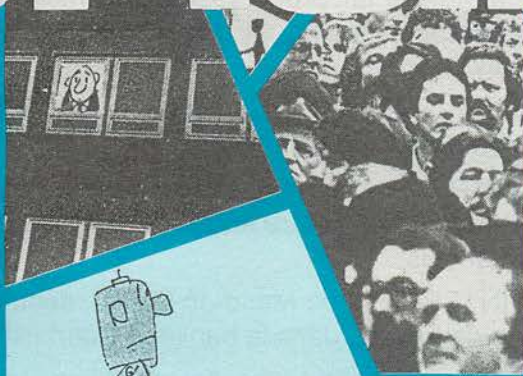


TRIBUNE DE CAUX

changer



La vie dans la ville

DES INITIATIVES VENUES DE LA BASE

Des affrontements de rues à l'innovation sociale

LE TÉMOIGNAGE
DE DEUX JEUNES ANTILLAIS DE LONDRES

Remettre des chômeurs dans le circuit professionnel

LA DÉMARCHE D'UN GROUPE
DE CADRES FRANÇAIS

La conciliation dans les immeubles et les quartiers

L'EXPÉRIENCE D'UNE ÉLUE
DE LA RÉGION LYONNAISE

Que veut le Réarmement moral?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Telle est la pratique.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçue à l'origine et poursuivie depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, l'action du Réarmement moral se veut ouverte à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle
publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse: No 62060

France: 68, Bd Flandrin, 75116 Paris
Tél. (1) 47.27.12.64

Suisse: 1824 CAUX. Tél. (021) 963.48.21

Responsable de la publication:
Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation: Frédéric et Nathalie Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Charles Piguot, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion:
France: Max Lasman, Colette Lorain.
Suisse: Maurice Favre, Wanda Paulovits.

Société editrice: Editions, théâtre et films de Caux, S.A., Lucerne (Suisse)

Imprimerie: J.P., 69150 Décines (France)

ABONNEMENTS (annuels 11 numéros):

France: FF 110; Suisse: Fr.s. 28.-; Belgique: FB 780;
Canada: \$ 25.-; Europe: FF 120 ou Fr.s. 30.-.

Autres continents: FF 130 ou Fr.s. 32.-.

Prix spécial étudiants, lycéens: demi-tarif.

Verser le montant de l'abonnement:

France: à "Changer" (68 Bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse: à "Changer-Tribune de Caux", C.C.P. 12-755-4, 1824 Caux.

Belgique: au Réarmement moral, Avenue de la Charmille 14 b 18, B - 1200 Bruxelles. C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec mention "abonnement Changer").

Canada: par chèque bancaire au nom de "Tribune de Caux", 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique: par mandat ou chèque bancaire de 6500 francs CFA (avion) à "Changer" (68, Bd Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T, La Source, France.

SOMMAIRE

- P. 4 1988 VU DE GENEVE. L'année qui vient de s'écouler a-t-elle fait progresser la paix mondiale? Le journaliste suisse Paul-Emile Dentan nous livre son analyse.
- PP.5 à 12 LA VIE DANS LA VILLE. Sous ce titre d'ensemble, trois articles, trois témoignages:
- A LONDRES, des hommes de la contre-culture antillaise créent un centre social de 40 millions de francs français.
 - Une INTERVIEW de Marie-Jo Sublet, député et maire de Feyzin, dans la banlieue lyonnaise.
 - Des Français nantis s'investissent et investissent pour créer des emplois et former des hommes: l'aventure de SOLIDARITE NOUVELLE FACE AU CHOMAGE.
- P.14 ETHIQUE, ETAT DES LIEUX. Philippe Lobstein présente le dernier livre d'Etienne Got

Pour garder l'ensemble des numéros de l'année
en un seul document solide et pratique
Commandez aujourd'hui

la COLLECTION RELIEE
DES N°S DE CHANGER 1988

FF 120

Fr.s. 30.-

CHANGER vous intéresse ? ABONNEZ-VOUS... INFORMEZ-VOUS...

Bulletin à renvoyer à l'une des adresses ci-contre

M./Mme/Mlle Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

désire s'abonner à la revue CHANGER à partir du mois de 19 et s'acquittera du montant de l'abonnement dès réception de votre facture (tarifs ci-contre).

désire bénéficier d'une prochaine campagne de promotion de la revue.

Ci-joint un chèque de F libellé à CHANGER

Date Signature :

SEISMES

L'ampleur du séisme arménien bouleverse le monde entier, mais en premier lieu l'empire soviétique.

Les géologues expliquent que les plaques tectoniques de l'Afrique et de l'Asie mineure ont tendance à remonter vers le nord et se heurtent à la plaque massive de l'Eurasie. D'où la vulnérabilité de l'Arménie et de ses voisins.

L'esprit fait rapidement le rapprochement avec la situation politique. Le manque d'efficacité des moyens de secours mis en oeuvre en Union soviétique, les carences de construction dans

ces contrées si exposées aux séismes, la pesanteur des carcans administratifs, qui freinent la spontanéité dans les opérations de sauvetage, sont patents aux yeux du monde, aux yeux de Gorbatchev comme à ceux de millions de Soviétiques.

Aura-t-il fallu des dizaines de milliers de morts pour que la

"plaque" soviétique commence à s'ébranler en profondeur? Cette question, que nous ne pouvons taire, n'a pas empêché un seul d'entre nous, privilégiés par une nature plus clémente, de souffrir pour ces multitudes éprouvées au-delà de toute description.

MERIDIEN

Si vous voulez faire connaître
CHANGER à vos amis,
VOYEZ PAGE 16

LA VILLE EN PARLE

SONDES

De son sac, mon amie cardiologue tire un long filin blanc dans lequel coulisse un "guide" et dont une section peut être gonflée ou dégonflée à volonté: "Une sonde cardiaque", annonce-t-elle rayonnante en le brandissant. Avec ça, on explore les coronaires." Et elle ajoute sur un ton de mystère mêlé de respect: "On peut même aller jusque dans les ventricules."

Et là voilà lancée sur les merveilles de la technique et celles de la machine humaine; sur la délicatesse qu'il faut au praticien non seulement pour user d'un tel instrument, mais aussi pour mettre le patient en confiance. Moyennant quoi le diagnostic est affiné et les traitements aussi.

Chaque être humain a, lui aussi, une sonde à portée de la main, celle qui "pénètre tous les desseins et toutes les pensées", "les reins et les coeurs".

La condition première de son efficacité est que le "patient" mise sur la délicatesse de l'opérateur. Et, si quelque embarras vient ralentir le déroulement de l'examen, que l'intéressé travaille à le surmonter.

Il verra bientôt - avec quel émerveillement! - la richesse des moyens mis en oeuvre par le Créateur pour guider cette sonde jusqu'aux points sensibles.

EVELYNE SEYDOUX

SIGNES...

*Charles de Gaulle guettait dans l'ombre "des lueurs d'espérance". Les lecteurs de **CHANGER** sont appelés à faire de même. Les signes abondent. Il suffit d'un peu d'attention pour les percevoir. Cela va de l'universel à l'intime. Faites-nous en part. Avec votre aide, nous commençons ici cette rubrique.*

De façon nette - 67,3 % des votants et tous les cantons - l'initiative pour la limitation de l'immigration a été repoussée le 4 décembre par le peuple suisse. Soulagement après l'échec de la sixième initiative xénophobe dans un pays où la proportion d'étrangers est cependant déjà forte. Ainsi demeure l'espoir d'une Suisse ouverte et dynamique.

Dans la *Pravda des Komsomols*, on pouvait lire le 13 décembre: "*Dimanche, à Erevan, la pluie tombait à n'en plus finir. Les toits des voitures revenant des régions sinistrées étaient couverts de neige. Du plus profond de notre athéisme, nous nous sommes mis à penser intérieurement: Seigneur, fais qu'elle s'arrête...*"

A Mayence a eu lieu en novembre une conférence européenne de bioéthique. Espoir des scientifiques et théologiens présents: parvenir à un consensus à propos du statut de l'embryon humain. Les positions sont restées divergentes, mais le fait même qu'une telle rencontre se soit déroulée est significatif.

Rassemblement, au Bourget le 11 décembre, de l'Association des Chrétiens pour l'abolition de la torture, avec Perez Esquivel, Jean-Paul Kaufmann, Igor Ogartsov et les plus hautes autorités religieuses de France. Les organisateurs n'osaient espérer 6000 personnes. Il en est venu 8000.

Témoignage d'une auditrice sur France-Inter: "J'étais déprimée. Un prêtre m'a dit: *Dieu vous aime*. Je ne croyais pas en Dieu et n'y pensais pas. Mais ça m'a donné une force extraordinaire et mon état s'est amélioré..."

D'ESPOIR

Angola, Namibie, Chypre, Afghanistan: l'espoir de solutions durables a été avivé en 1988 dans ces points chauds du globe. Or c'est à Genève, siège européen des Nations unies qu'ont été souvent franchies les étapes décisives des négociations en cours.

1988 vu de Genève

QUEL PROGRÈS VERS LA PAIX?

Paul-Emile Dentan, correspondant accrédité du Journal de Genève et d'autres journaux suisses aux Nations unies, nous dit ici comment il a vu les avancées de la paix depuis cet observatoire unique de la scène mondiale qu'est la célèbre ville helvétique.

Depuis que MM. Reagan et Gorbatchev se sont serré la main devant les caméras du monde entier au Centre international des Conférences de Genève en novembre 1985, beaucoup de conflits régionaux sont en passe d'être résolus. Conflits idéologiques nés pendant l'ère Brejnev, quand l'URSS cherchait à s'assurer des points d'appui en Afrique et en Asie en utilisant des soldats cubains (Angola, Ethiopie) ou par intervention directe (Afghanistan).

Cette année 1988 aura vu M. Gorbatchev user de son influence pour que le gouvernement d'Addis-Abbeba se mette à négocier avec les combattants des fronts de libération de l'Erythrée et pour que Fidel Castro retire ses troupes de l'Angola. Simultanément, le gouvernement soviétique a cherché une issue honorable à son aventure militaire en Afghanistan - bien que les combats y continuent. URSS et Etats-Unis se sont entendus pour maintenir l'équilibre militaire entre l'Iran et l'Irak, afin que cette horrible guerre de huit ans ne laisse ni vainqueurs ni vaincus. Aux Nations unies maintenant de jouer pour que le cessez-le-feu se transforme en paix véritable.

Percée

La première "percée" diplomatique de l'année fut la signature solennelle de l'accord permettant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Chacun savait que ce n'était pas un traité de paix. Nous n'oublierons pas le sourire complice échangé entre MM. Schultz et Chevamadze une fois qu'ils eurent signé les documents. Mais entre les ministres des Affaires étrangères pakistanaïses et afghan, jamais la confiance ne s'est établie. N'était-ce pas la première fois qu'ils se trouvaient réunis dans la même salle, Islamabad n'ayant jamais reconnu le régime communiste installé à Kaboul? Pendant sept ans, ces deux délégations ont siégé dans deux salles différentes, alors que le représentant de l'ONU faisait la navette entre les deux. Fatigués d'une guerre qu'ils ne pouvaient gagner, les Soviétiques ont bénéficié du solennel alibi de l'ONU.

Entre l'Iran et l'Irak, les "missions de paix" menées par les Nations unies furent nombreuses. Le premier ministre suédois Olav Palme en fut l'ardent promoteur. Les Etats arabes jouèrent aussi leur rôle. L'emploi de gaz chimiques suscita l'horreur générale. Là encore, la fatigue d'une guerre sans issue joua en faveur de l'arrêt des combats. Le secrétaire général des Nations unies, qui avait patiemment attendu cette heure fatidique, avait

préparé une résolution-cadre avec l'appui des membres permanents du Conseil de Sécurité, pour une fois unanimes. Mais entre Bagdad et Téhéran, la méfiance demeure totale; les ministres des Affaires étrangères ne se sont jamais regardés pendant les négociations; leurs tables étaient disposées en V et ils fixaient le secrétaire général ou son représentant. Il paraît, cependant, que quelques paroles furtives ont été échangées autour de tasses de café que des huissiers apportaient au bon moment... Le bras de fer continue aujourd'hui, avec cruauté, empêchant le retour de prisonniers de guerre blessés ou malades.

Les soldats cubains sont en Angola depuis 1973. Ils ont fourni l'appui nécessaire au régime marxiste de Luanda. L'Afrique du Sud occupe illégalement la Namibie depuis 1975. Ceci explique cela. Il aura fallu de la patience et la diplomatie américaine - plus précisément celle de M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint - et l'intervention diplomatique des Soviétiques pour dénouer ce noeud gordien. A la fin de la rencontre de Genève entre Cubains, Angolais et Sud-Africains, non seulement les poignées de mains furent nombreuses, mais on sabla le champagne. Si le problème de la guerre civile en Angola même reste entier, les combats entre Sud-Africains et Cubains ont cessé, la Namibie est en marche vers son indépendance et chacun en ressort gagnant.

Patience et disponibilité

Après un quart de siècle de blocages successifs, souvent dramatiques, les deux communautés de Chypre vont-elles enfin renouer le dialogue? Quinze ans après l'invasion de l'île par l'armée turque, M. Perez de Cuellar est enfin arrivé à réunir autour d'une même table Chypriotes grecs et turcs. Il y a vingt-cinq ans que M. de Cuellar est chargé de ce dossier. Cet été, MM. Vassiliou et Denktash (respectivement président de la République grecque de Chypre et leader de la communauté turque) venaient, eux aussi, se serrer chaleureusement la main devant la presse, alors que leur hôte et médiateur, M. de Cuellar, lisait une déclaration commune. Là aussi, la patience du secrétaire général et sa constante disponibilité auront constitué un atout décisif, le seul recours-sauvant-la-face après les pressions internationales.

L'organisation internationale, en dépit de tous ses défauts, aura prouvé son caractère irremplaçable de lieu de rencontre et de dialogue plus ou moins sincère.

PAUL-EMILE DENTAN

DE LA CULTURE DE LA RUE A L'INNOVATION SOCIALE

Le témoignage de deux jeunes Antillais de Londres

Deux jeunes Antillais de Londres qui faisaient partie, comme ils le disent eux-mêmes, de la "contre-culture de la rue", se sont lancés dans un projet fou: ouvrir un vaste centre polyvalent pour les jeunes de leur quartier. C'est le témoignage que quelque 600 personnes ont entendu au mois d'août dernier à Caux lors de la session "Changer la ville, l'affaire de tous".

Nous avons voulu voir de près cette réalisation et avons été conquis par l'audace de ces garçons, âgés aujourd'hui de trente ans. Le centre existe. Sous le nom de Bridge Park, il comprend un gymnase multisport, un

centre de formation pour les jeunes, un restaurant, des salles de spectacle et de conférences ainsi que des locaux servant à la création d'entreprises; il reçoit chaque semaine cinq à six mille personnes et le Prince Charles est venu l'inaugurer le 20 décembre.

Nous sommes heureux de faire connaître l'histoire de ce retournement telle qu'elle a été racontée par ceux-là mêmes qui l'ont vécue. Leonard Johnson et Lawrence Fearon avaient vingt-et-un ans lors des premiers événements relatés.

JEAN-JACQUES ODIER

Leonard Johnson: Brent, notre district - 250.000 habitants -, connaît la plus grande concentration d'Antillais de toute l'Angleterre. Cinquante pour cent de la population est de couleur.

On trouve à Brent un certain nombre de ces tours et de ces "barres" qui ont fait la fortune des architectes, mais qui n'ont pas été conçues pour les besoins de la population. Dans le quartier de Stonebridge, en particulier, beaucoup de jeunes noirs habitent ce genre de tours. Le taux de chômage y est très

élevé ainsi que le taux de la délinquance. On y connaît la violence, la toxicomanie, les affrontements avec la police et tous les autres effets que secrète la pauvreté. Nous faisons partie de ce monde-là.

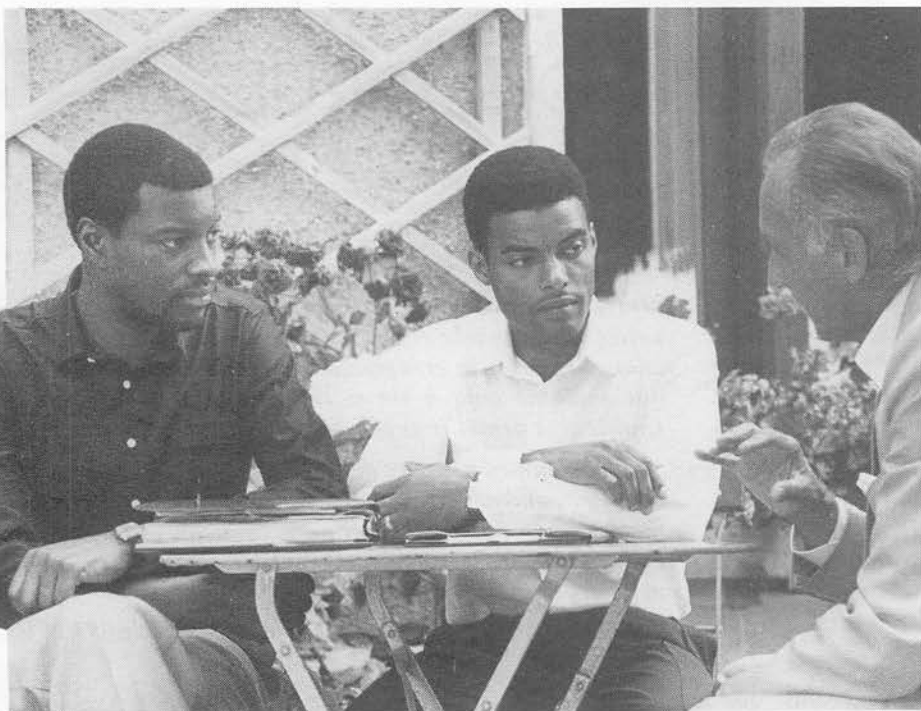
Permettez-moi de vous parler un peu de moi-même: la rue, c'était mon domaine; ce qu'on ressent, comment on réagit quand on vit dans la rue, je connais. Je sais l'arrogance qui nous habite lorsqu'on essaie de nous montrer le droit chemin et que nous nous

fermons parce que nous ne voulons rien avoir à faire avec la société. Dans la rue, nous avons créé notre propre société: celle de la loi du plus fort.

Pour y entrer, il faut passer notre examen, pas celui qui donne des titres académiques, mais celui qui donne "le sens de la rue". Si vous ne l'avez pas, pas question d'y entrer! Si on vous fait un sale coup, ce n'est pas à la police que vous vous adressez: vous rassemblez la bande et vous rendez simplement les coups.

Le personnel de Bridge Park





Des jeunes de la rue, sans le moindre diplôme, devenus hommes d'affaires: Johnson et Fearon photographiés au centre international du Réarmement moral, en Suisse. Johnson, chargé de mission au district de Brent, est président du Conseil d'administration de Bridge Park.

Deux villes en une seule, c'est la réalité qui s'est instaurée, ou qu'on a laissé s'instaurer. Et puis il y a aussi ceci: on fait l'amour, on fait des gosses, des gosses qui font des gosses. Et quand des parents se comportent comme des enfants et ne savent plus élever leurs gosses, alors c'est une nouvelle race qui se développe, une race animale: il devient très difficile de changer la mentalité d'enfants qui ont été exposés sans cesse à la violence. Ce qui les intéresse, ce n'est pas de trouver du travail, mais d'être

les plus forts dans la rue. Si vous pensez par exemple que j'avais peur de la police, que je me cachais dans un coin, pas du tout: je faisais front. Il fallait maintenir notre image. Si la police m'attrapait et me passait à tabac, bon, je ne pensais qu'à la revanche. Quand on est pris dans cet engrenage, on finit par se demander: quelle est notre destinée, notre avenir? Comment en sortir? D'un côté, je ne voulais pas sortir de mon état, et de l'autre, je me disais: "Et si tu réfléchissais à ta vie?"

"Je veux m'évader"

Un jour, poussé par mon frère, qui se faisait du souci pour moi, j'ai lu la bible; d'abord avec la volonté de la critiquer, car je ne voulais pas accepter le dieu des blancs. Malgré moi, j'ai commencé à ouvrir mon esprit et je me suis dit: "Voilà la vérité, voilà comment tu peux te changer et te libérer. Il ne s'agit pas de belles paroles ou de religion établie, mais d'une façon de vivre, de valeurs que tu peux accepter. Pas les valeurs de quelqu'un d'autre, mais les tiennes. C'est là que tu trouveras comment tu peux agir dans certaines situations et aider d'autres qui sont dans le même pétrin."

Alors, tout d'un coup, je me suis senti fort, mais en même temps j'étais effrayé, me disant: "Parler de Dieu à mes copains, pas possible! Je sais bien ce qu'ils vont penser de moi." Mais le sort en était jeté.

J'ai dit un jour à Lawrence: "Ecoute, je veux m'évader." Il n'a pas compris. Alors je lui ai dit: "Nous vivons dans un monde pas possible, dans un tourbillon qui ne peut que nous enfoncer et nous écraser." Il m'a dit: "Tu sais, je cherche moi aussi à m'en sortir." Ainsi, Dieu m'a conduit vers quelqu'un qui voulait la même chose que moi.

Lawrence Fearon: Enfants d'Antillais venus dans les années cinquante, nous sommes la première génération de noirs à avoir suivi l'école en Grande-Bretagne. Nous avons subi la

Le dépôt d'autobus avant son aménagement: une coquille vide. "Qu'est-ce que nous sommes mis sur les bras?"



discrimination des autres enfants de notre âge. Ce rejet a fait de nous des rebelles, et nos parents avaient terriblement honte de nous, parce que dans leur milieu d'origine, on ne vole pas, on ne ment pas. Ils n'ont d'ailleurs pas lésiné sur les coups de fouet. Mais les difficultés qu'ils avaient à s'insérer dans la vie anglaise ne leur ont pas laissé beaucoup de temps pour nous. Tout cela aide à comprendre notre égarement.

Comme des oiseaux qu'on attache

Ça vous étonnera peut-être, mais je remercie Dieu de nous avoir fait vivre cela, car, avec le recul, je constate que nous pouvons maintenant travailler pour l'avenir. Mais, comme pour les oiseaux que l'on attache et qui continuent à voler en rond même quand on les libère, je pense que le changement ne vient pas tout seul. Nous avons en quelque sorte besoin d'être "déprogrammés". Pour cela, il nous faut demander à Dieu de nous apprendre la patience et la tolérance nécessaires.

Leonard Johnson: Depuis le jour où j'ai pu parler à Lawrence, j'ai eu le courage de parler aussi aux autres. Je leur ai dit: "Halte, on ne peut plus continuer comme ça." Ils m'ont répondu: "Tes sermons, on n'en a rien à foutre!" Mais les choses ont quand même avancé. J'ai pu organiser des réunions. D'abord vingt gars, puis trente, puis cinquante, soixante-dix, puis ça débordait. Parmi les délin-

Des entreprises nouvelles, des emplois nouveaux

Bridge Park est une société privée sans but lucratif. Deux conseillers du district, sept membres du groupe de jeunes qui a créé le centre et des personnalités cooptées font partie du conseil. Les recettes directes du centre permettent d'assurer 62 % du financement, le reste étant fourni pour l'instant par le Conseil du district, mais les responsables comptent arriver à une totale autonomie de financement.

Trente-deux locaux ont été aménagés pour accueillir des entreprises naissantes. Les critères retenus sont l'utilisation de main d'oeuvre locale (environ 70 emplois créés jusqu'ici) et la production de biens et viabilité.

Cinquante-cinq jeunes suivent des cours de deux ans en électronique et

en informatique mais, assure Leonard Johnson, "c'est leur formation d'hommes et de citoyens responsables qui nous tient particulièrement à coeur, car beaucoup d'entre eux, comme nous, viennent de la rue." Un cours intitulé "Genesis" a été créé à cet effet.

Les liens directs que les responsables de Bridge Park ont créé avec l'industrie et les activités tertiaires du district leur permettent de placer tous ces jeunes au fur et à mesure sur le marché du travail. Il est estimé que 150 emplois en tout ont été créés depuis l'ouverture du centre.

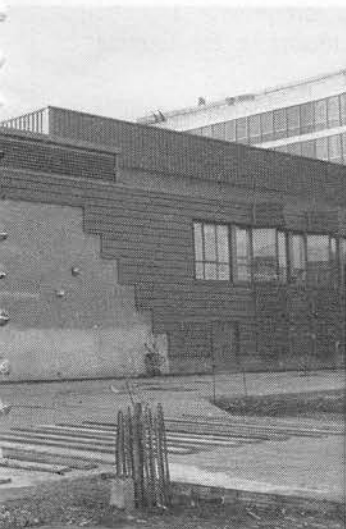
Johnson et ses amis se lancent maintenant dans d'autres initiatives au service de leur quartier.

quants, les drogués, l'un me disait: "Moi, je peux me débrouiller en électronique." Un autre avait des dons artistiques, un autre ceci ou cela. "Bon, j'ai dit, la semaine prochaine on se retrouve et on met tout ça en commun." On a proposé des rencontres avec la police. "La police, vous êtes fous!" Les rencontres ont eu lieu. Les policiers nous ont même trouvé un local. On a créé un comité, commencé des classes, car on avait perdu tout ce qu'on savait: maths, anglais, comptabilité... On a étendu ensuite l'expérience au théâtre, à l'électronique, au sport, aux arts, à la danse et à la culture, à l'histoire du peuple noir, même à l'étude de la bible! On a ouvert une

cantine, des discothèques, qui nous permettaient de nous faire un peu d'argent. Avec 4.000 livres, alors que des devis de 9.000 ou de 13.000 livres nous avaient été proposés, nous avons rénové le local où nous tenions nos réunions. On a vendu des tee-shirts, des chapeaux, on a même aidé des jeunes à faire des enregistrements, à ouvrir de petits restaurants.

Pas d'émeutes à Brent

Au moment où les émeutes raciales ont commencé en Angleterre, les autorités s'attendaient à ce qu'elles soient particulièrement violentes à



Deux vues de l'entrée de Bridge Park. 5000 à 6000 personnes fréquentent ce centre chaque semaine.

Brent. Tout le monde avait peur. Nous nous sommes mis à parcourir les différents quartiers de Londres en disant: "A Brent, on ne bougera pas. Ce qui nous intéresse, c'est de construire, pas de détruire." Les gars ne nous ont pas cru et ils sont venus à Brent, certains que c'était le lieu idéal pour l'explosion. Quand je les ai vus avec leurs machettes, leurs haches et leurs bouteilles et, de l'autre côté les policiers derrière leurs boucliers, je me suis dit: "Voilà tout le travail commencé qui risque de partir en fumée." J'ai dit aux policiers: "Donnez-moi cinq minutes, pour que je parle à ces gars." Ils m'en ont donné deux.

J'ai parlé aux jeunes. Je leur ai dit ce que nous avions essayé de faire à Brent, tout le gâchis qu'un affrontement causerait et les difficultés que nous aurions à remonter la pente. On m'a insulté, on m'a menacé, on m'a dit: "Tire-toi, vendu!", puis peu à peu j'ai entendu mes propos se répéter, j'ai vu les bras se baisser et les gars se disperser. Jusqu'à ce jour, je ne sais pas comment c'est arrivé. Ils sont repartis et les policiers n'en ont pas cru leurs yeux. Il n'y a pas eu d'émeutes à Brent!

Peu après, les membres du conseil de district ont voulu comprendre ce qui s'était passé. Nous leur avons soumis un rapport et nous avons été invités à les rencontrer. Nous ne voulions qu'une seule chose, c'était obtenir du conseil l'usage d'un dépôt d'autobus désaffecté dont nous avions appris la mise en vente. Après bien des démarches, l'autorisation nous a été accordée. La presse nous a raillés: "Qu'est-ce que ces jeunes noirs veulent faire d'un dépôt d'autobus?" Nous avons souffert de toutes sortes de médisances. Nous savions que ça n'allait pas être facile.

Nous avons donc fait une étude de faisabilité et lancé une campagne de récolte de fonds.

Lawrence Fearon: Comme le Conseil de district était très conscient des efforts que nous avons faits pour prévenir les émeutes et pour mobiliser les jeunes de façon constructive, il n'a pas été trop difficile pour nous d'obtenir des rendez-vous avec les respon-



C'est dans ce gymnase omnisport ultra-moderne qu'une équipe de basket-ball a pu s'élever au niveau national.

sables des Transports publics, du Conseil du Grand Londres et des autorités locales. Il a été décidé de retirer le dépôt d'autobus du marché public pour une durée de six mois, afin de nous donner une chance de rassembler les fonds nécessaires. Le prix d'achat s'élevait alors à environ deux millions de livres (20 millions de francs français, NDLR). Nous avons constitué un comité qui comprenait des personnalités locales et avons présenté un projet d'utilisation des locaux.

Inébranlable, comme Moïse...

Le jour où le dépôt devait être remis sur le marché public, c'est-à-dire le 31 mars 1982, nous avons déjà rassemblé un million huit cent mille livres, et le contrat de vente a pu être signé. Lorsque, deux mois plus tard, nous avons pu entrer dans ce bâtiment qui comptait près de neuf mille mètres carrés de superficie utile, mais qui était vide et très peu équipé sur le plan de l'eau et de l'électricité, nous nous sommes dit: "Qu'est-ce que nous nous sommes mis sur les bras?"

Pendant toute la campagne de fonds, lorsque des jeunes de la rue abordaient des personnalités locales dans le but de rassembler deux millions de

livres, les gens leur disaient: "Vous êtes fous. Comment allez-vous vous y prendre?" Tout semblait être contre nous, et je dois avouer que, pendant toute cette période, je me suis souvent laissé dominer par le doute. Mais Leonard était inébranlable, comme Moïse, proclamant: "On l'aura, ce dépôt, en fait, on l'a déjà!" J'ai dû prier pour être délivré de ma peur, de ce fardeau, et pour retrouver la confiance nécessaire. A ce moment, j'ai eu comme une vision de ce bâtiment tout éclairé et utilisé par des tas de gens. J'ai alors senti comme une vague de chaleur m'envahir. J'ai pu dire à mes parents: "Je l'ai vu, ce dépôt!"

Ensuite, nous avons dû reprendre notre campagne de récolte de fonds, cette fois pour l'aménagement intérieur et l'équipement du bâtiment. Nous nous sommes adressés en particulier à la Commission des Communautés européennes. Notre conseil municipal voulait présenter notre dossier à Bruxelles, mais nous avons préféré le faire nous-mêmes pour que nous puissions faire comprendre directement quels étaient nos besoins. La Commission a finalement décidé de financer un programme-pilote de formation que nous avons proposé. Elle a financé également un cours du soir de deux ans en technologie informatique pour les jeunes sortant du système scolaire, programme qui est maintenant en place depuis cinq ans.

En 1984, nous avons réalisé le projet essentiel que nous avions à l'esprit, c'est-à-dire un espace pour trente-deux ateliers ou bureaux destinés à la création d'entreprises. L'aménagement des locaux a été terminé en 1987.

La chose importante, c'est que nous avons tenu à créer tout cela nous-mêmes. Nous voulions bien sûr que des gens viennent nous aider, mais à certaines conditions. Il était essentiel, en effet, que nous apprenions à créer par nous-mêmes.

A chaque étape, lorsque nous avons fait appel à des professionnels, par exemple un chef de chantier, un responsable financier, il était entendu par contrat qu'un de nous l'assisterait, selon ses capacités, pendant deux ou trois ans, jusqu'à ce qu'il puisse

ensuite prendre la responsabilité ultime. Etant donné qu'il s'est agi d'un investissement immobilier de trois millions trois cent mille livres, nous avons tenu à ce que cet investissement serve avant tout notre localité.

Nous avons imposé aux entrepreneurs d'utiliser la main d'oeuvre locale et au besoin de sous-traiter en faisant appel à des entreprises locales. Les entrepreneurs ont aussi recruté

des jeunes qui suivaient chez nous une formation dans les métiers du bâtiment, ce qui donnait à ceux-ci le sentiment de participer à notre oeuvre commune et une plus grande confiance en eux-mêmes.

Lorsque nous avons eu des pépins, par exemple de l'argent qui manquait, la presse s'est aussitôt engouffrée dans la brèche, alors qu'il est peu de projets qui n'aient leurs revers. En re-

vanche, quand nous réussissions quelque chose, la presse n'en parlait pas.

Je dis cela parce que je crois qu'il est important de soutenir les initiatives positives prises par des jeunes, afin qu'elles servent de modèles pour d'autres jeunes. En effet, si ceux-ci n'ont pas de tels modèles devant les yeux, il est difficile de leur dire: "Renoncez à la drogue, à l'argent facile, pour... gagner votre vie honnêtement."

REMETTRE DES CHÔMEURS DANS LE CIRCUIT PROFESSIONNEL.

La démarche d'un groupe de cadres français

Changer a interviewé Patrick Boulte, vice-président de l'association "Solidarités nouvelles face au chômage"(1). Cette association a mis en place une formule simple et nouvelle d'aide à la réinsertion sociale des chômeurs de longue durée: des personnes donnent du temps pour accompagner des chômeurs et consacrent une partie de leurs revenus pour financer des contrats de travail temporaire qui fourniront à ces chômeurs des emplois de transition en attendant qu'ils retrouvent une insertion plus durable dans l'univers professionnel.

Changer: Vous êtes membre de SNC. Quelle est la genèse de votre association et comment vous en est venue l'idée?

Patrick Boulte: L'association a été créée en 1985. L'initiative en a été prise par un petit groupe de personnes qui avaient milité auparavant pour le partage du travail. Les membres du groupe étaient très préoccupés de voir se creuser la distance sociale entre les exclus du travail et la population salariée.

Peu à peu l'idée a fait son chemin à partir des considérations suivantes:

1 - Si l'on voulait réduire cette distance sociale, il fallait donner l'occasion à des non chômeurs de rencontrer des demandeurs d'emploi et de les accompagner dans leur recherche.

2 - Si l'on voulait que ces accompagnateurs ne se sentent pas trop démunis devant la personne à accompagner, il fallait leur donner un moyen concret d'aider le chômeur: lui fournir immédiatement un contrat de travail.

3 - Si l'on voulait que ce contrat de travail temporaire ne gêne pas la

recherche d'une solution plus durable, il fallait que cet emploi de transition ne soit pas déqualifiant, donc qu'il utilise les qualifications du chômeur, mais aussi qu'il soit à temps partiel pour faciliter les démarches de recherche d'emploi.

4 - Si l'on voulait rendre rapidement au chômeur le sens de son utilité, il fallait le mettre à la disposition d'or-

ganismes fortement demandeurs de sa qualification bien que non en mesure d'en assumer la charge financière. C'est le cas d'un grand nombre d'associations qui s'adressent à une "clientèle" insolvable et qui ne peuvent développer leur activité, faute de moyens.

D'où notre formule d'embauche de chômeurs de longue durée, mis gratuitement à la disposition d'associations sans but lucratif.

- Concrètement, comment se passe un accompagnement?

P.B.: Les membres de l'association disposés à accompagner un chômeur se forment en équipes de deux. Chaque équipe rencontre un chômeur qu'elle s'engage moralement à accompagner tout le temps nécessaire. Le demandeur d'emploi a été connu de l'association par les voies les plus diverses: par un membre, par une autre association, dans la rue, par l'ANPE etc. Après avoir vérifié que le demandeur d'emploi a bien utilisé tous les moyens institutionnels à sa disposition, car notre association ne



Patrick Boulte

prétend pas les remplacer, les accompagnateurs examinent l'opportunité de bâtir un contrat. Ils soumettent leur idée à un groupe de solidarité constitué autour d'eux par des membres de l'association qui ne connaissent pas le chômeur mais qui sont en mesure d'apporter, par leurs idées et leurs démarches, un appui sérieux aux accompagnateurs, surtout si le chômeur est aux prises avec les difficultés annexes à son problème d'emploi.

Il revient ensuite aux accompagnateurs de trouver l'association qui bénéficiera du travail de la personne accompagnée, celle-ci étant choisie selon les desiderata du chômeur. Dans les villes d'une certaine importance, le tissu associatif est tel qu'il est toujours possible de trouver une association d'accueil, quel que soit le métier ou le type de concours proposé.

Si, au bout de six mois, le demandeur d'emploi est toujours en recherche, des éléments ont cependant changé dans sa situation: il jouit de nouveau de ses droits sociaux, notamment auprès des ASSEDIC, il a retrouvé ses réflexes professionnels. Il peut présenter à un éventuel employeur une référence récente et, du fait de tous les contacts qu'il a eus, y compris avec ses accompagnateurs, il a recréé des liens avec des personnes appartenant au monde des salariés. Il est donc en bien meilleure position pour profiter des offres qui pourraient se présenter. Ses accompagnateurs sont là pour que ces atouts soient conservés et pour lui éviter de se retrouver dans le no man's land de l'exclusion.

Dans un certain nombre de cas, l'extension d'activité que la présence d'un chômeur a permis peut déboucher sur une création d'emploi, donc une embauche au sein même de l'association d'accueil.

- La palette des contrats temporaires est sans doute variée.

P.B.: Oui, comptable à la Croix-Rouge, magasinier à la banque alimentaire, jardinier dans un hôpital, sociologue à la rédaction d'une revue associative, carreleur dans une entreprise intermédiaire....

- Donnez-nous un exemple précis.

P.B.: Une couturière à domicile, rencontrée dans un square, avait peu de commandes; son compagnon, étranger, n'avait pas de carte de travail. Notre groupe était en contact avec l'association "A.T.D. Quart monde", qui créait à ce moment-là un centre d'hébergement: "Nous avons des travaux de couvre-lits et de rideaux, nous a-t-on dit, mais nous ne les ferons que s'ils sont financés d'une façon ou d'une autre." Nous avons mis cette couturière à la disposition de cette association. Lorsque le contrat s'est terminé, le compagnon de cette femme avait pu régulariser sa situation et trouver un emploi d'accompagnateur de personnes handicapées.

- Ces contrats temporaires, que coûtent-ils et combien de chômeurs êtes-vous en mesure d'aider?

P.B.: Un emploi à mi-temps sur la base du SMIC coûte 4000 F par mois, charges patronales comprises.

Actuellement, les versements réguliers des contributeurs (une partie de nos adhérents) permettent de financer un peu plus de vingt contrats simultanément. A noter que ces 800 adhérents sont regroupés en une vingtaine de groupes de solidarité dans la région parisienne et en province.

Les versements s'étagent entre 50 F et 2000 F par mois. Ils sont déductibles du revenu imposable dans la limite de 5%.

- Le revenu minimum d'insertion (RMI) vient d'être instauré. Quelle incidence va-t-il avoir sur votre action?

P.B.: Nous attendons que les textes d'application soient arrêtés. Les chômeurs que nous rencontrons sont à 80% des bénéficiaires potentiels du RMI, compte tenu de leur niveau de ressources. Pour nous, l'insertion sociale d'un demandeur d'emploi passe par un contrat de travail. Enfin, le RMI ne sera un progrès social que s'il favorise ou, en tous cas, ne fait pas obstacle à l'insertion. En conséquence, nous allons devoir adapter notre action pour qu'elle contribue à l'insertion des demandeurs d'emploi

bénéficiaires du RMI, soit en leur donnant un travail d'appoint, soit en favorisant, sous une forme ou une autre, la transformation du RMI en salaire selon des modalités qui ont été prévues par la loi.

Ce qui est certain, c'est qu'un dispositif qui officialise le fait que la réinsertion passe par un accompagnement personnalisé donne encore plus d'actualité à notre action.

- Après quatre années d'existence, quel bilan faites-vous de cette action?

P.B.: La réinsertion des exclus passe par une action individuelle et personnalisée. La durée de l'effort à fournir et le temps nécessaire à cette réinsertion dans la communauté sont sans doute proportionnels au temps qu'a duré l'exclusion. Ce qui explique que nous n'avons pas encore le recul suffisant pour évaluer ce que nous avons fait, même si nous pouvons penser que, sur les 150 chômeurs avec lesquels nous avons déjà été en contact, une trentaine ont repris leur place dans l'univers professionnel.

Autre conclusion: 300 accompagnateurs ont ainsi noué des liens avec des exclus. Ils l'ont fait en utilisant l'expérience acquise par l'ensemble du groupe, mais sans préparation particulière. Certains y ont révélé de remarquables qualités, d'autres ont pris conscience de leurs propres limites au contact de ces situations très dures, quelques-uns seulement ont buté sur des types d'exclusion qui n'avaient pas pour cause principale un problème d'emploi. Mais aucun n'a jamais regretté d'avoir osé se lancer dans cette action.

A l'actif de notre action, il n'y a donc pas seulement des existences reconstituées et des liens sociaux renoués, il y a aussi l'apprentissage d'une réalité complexe fait par des personnes insérées dans une activité professionnelle et qui est paradoxalement plus simple et requiert moins de qualités et d'énergie que celles qu'il faut à l'exclu pour rattraper le train de la société en marche.

(1) 99, rue des Couronnes, 75020 Paris.

LES RELATIONS DE BON VOISINAGE, ELEMENT-CLÉ DE LA VIE SOCIALE

Une interview de Mme Marie-Josèphe Sublet,
député-maire de Feyzin (banlieue lyonnaise)

Changer: Lors de la session de Caux "Changer la ville, l'affaire de tous", vous aviez dit que, en qualité de maire, vous vous étiez investie dans les solutions à apporter aux conflits dans les immeubles et les quartiers de votre ville. Quelle est l'origine de cette préoccupation?

Mme Marie-Jo Sublet: La sécurité des citoyens, dans une commune, est un problème très complexe qui recoupe pratiquement toutes les fonctions municipales; il n'y a pas de sécurité sans une vie sociale où tous les individus trouvent leur place.

A partir de là, nous avons voulu que se rencontrent tous les acteurs de la vie sociale. D'abord pour qu'ils fassent connaissance, qu'ils sachent le champ d'action de chacun et les moyens dont il dispose. Ainsi a pu être tracé un projet qui implique la police, la justice, les élus municipaux, les travailleurs sociaux, les responsables d'équipements etc. L'esprit de décloisonnement permet de découvrir des solutions auxquelles on n'avait jamais pensé et on se demande comment on a pu travailler si longtemps de manière isolée!

- Une telle concertation n'existait pas du tout auparavant?

- Non. Nous avons simplement eu envie d'expérimenter cette méthode qui nous était suggérée par le Conseil national de prévention de la délinquance. On s'est aperçu tout de suite que ça passionnait les gens et que tout le monde était présent aux réunions. Chacun s'est senti conforté, encouragé dans son propre domaine. Je pense en particulier à un dirigeant sportif qui portait une grande attention aux aspirations des jeunes immigrés, à leurs problèmes de travail et de logement, mais qui se sentait complètement isolé. Il s'est investi dans notre démarche, car tout à coup il a senti qu'il n'était plus seul et il est devenu un

élément moteur d'une dynamique collective.

- Cette concertation a-t-elle donné lieu à des réunions régulières?

- Nous nous rencontrons une fois par trimestre au titre du Conseil communal de prévention de la délinquance. Parmi les points difficiles de la vie sociale qui sont apparus au



Mme Marie-Josèphe Sublet, maire de Feyzin et députée socialiste.

cours de ces réunions figuraient les conflits de voisinage, qui sont un élément perturbateur de la vie d'un quartier. Il s'agit surtout de l'agressivité des adultes à l'égard de jeunes et de manifestations de racisme.

Nous étions déjà alertés sur ce problème, car dans une petite commune, quand il y a un conflit, on a l'habitude d'en parler à la mairie: un belligérant m'appelait, puis l'autre...

- Chose courante dans une petite ville?

- Je le crois. Dans les grandes communes, je ne sais pas comment ça se passe, mais je suppose que parfois ça

se calme tout seul. Parfois aussi le conflit s'envenime et on en arrive à se tirer dessus...

Parallèlement, j'avais rencontré des travailleurs sociaux de Belgique qui m'ont dit qu'ils réglaient collectivement les conflits de voisinage. Dans l'ambiance de communication qui se créait dans notre commune, l'exemple belge m'a donné envie d'essayer de réunir non pas les seules parties prenantes dans les conflits, mais tous les habitants de la cage d'escalier ou du lotissement. En cinq ans, il y a eu à Feyzin vingt-cinq réunions de conciliation.

- Ont-elles abouti?

- D'une manière ou d'une autre, il y a toujours eu un effet bénéfique. Dans la presque totalité, je puis le dire, les conflits ont été réglés définitivement. Un exemple récent: un jeune couple d'origine immigrée habitait le quatrième étage d'un petit immeuble. Ils travaillaient tous les deux dans un bar de Lyon et rentraient au milieu de la nuit, claquant les portes et faisant beaucoup de bruit. A la suite d'une plainte, nous avons réuni les voisins: toutes les familles étaient représentées.

Au début, le serveur de bar était très agressif, ne pouvant admettre qu'on le conteste. Pour lui, c'était du racisme. J'ai encouragé chacun à s'exprimer et à préciser à quelles occasions le bruit leur avait paru gênant. Petit à petit, la personne incriminée a reconnu que les plaintes étaient justifiées et que si les nuisances reprochées avaient été le fait d'un Français, les réactions auraient été les mêmes. Vers la fin de la réunion, comme toujours, on a mis noir sur blanc ce à quoi les uns et les autres s'engageaient: en somme un petit contrat.

Suite et fin page 15

AVEC L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL EN AFRIQUE

Une conférence régionale africaine de l'Organisation internationale du Travail vient de se tenir à Harare, la capitale du Zimbabwe. Elle a constitué un forum du plus haut intérêt consacré à l'ensemble des problèmes sociaux et économiques qui touchent le continent noir.

Au premier rang de ceux-ci figure la situation en Afrique du Sud, à laquelle les Africains sont tout particulièrement sensibles. Outre le drame que vivent dans ce pays leurs frères de couleur, on mesure, en parlant avec les délégués d'Afrique australe, le coût humain terrible de la déstabilisation des pays voisins ou proches de l'Afrique du Sud en raison de la situation totalement anormale qui sévit dans la région. C'est le cas du Mozambique, de l'Angola et du Malawi qui, à lui seul, accueille 700.000 réfugiés mozambicains sur une population de dix millions d'habitants.

Autre problème évoqué par la conférence: le fait que, dans le continent noir, seul un dixième de la population active touche un salaire. Un emploi, un salaire, tels sont les mots-clé pour la plupart des jeunes Africains qui sortent de plus en plus nombreux des établissements secondaires et supérieurs sans que le marché du travail puisse toujours les absorber. Une commission de la conférence s'est accrochée à ce problème car, pouvait-on lire dans ses conclusions, "l'éducation et la formation axées sur l'emploi productif devraient désormais être au coeur des stratégies nationales de développement". Allant plus loin, la commission ajoutait que "comptenu de la faiblesse des possibilités d'emploi dans le secteur moderne en Afri-

que, il est capital de préparer les jeunes en vue d'un travail indépendant dans les secteurs rural et non structuré de l'économie. Des mesures spéciales peuvent

s'avérer nécessaires pour décourager les jeunes de continuer à chercher des types d'emplois qui n'existent pas."

Une autre commission s'est attachée au développement des coopératives, déjà bien installées dans certains pays d'Afrique. Trop souvent, cependant, fut-il souligné, "des coopératives ont été constituées pour des fins complètement étrangères à leurs membres, d'où un manque de motivation et de participation à la base".

Disons encore que dans son rapport à la conférence, M. Blanchard, directeur général du BIT, avait été assez audacieux pour aborder le problème de la situation de la femme en Afrique. Ce point a fait l'objet de nombreux commentaires plus ou moins empreints de conviction, d'humour ou d'amertume. Trois femmes

ministres du Travail étaient présentes à Harare.

En lever de rideau de la conférence, un séminaire sur l'initiative créatrice dans la vie économique s'est tenu sous les auspices du Réarmement moral. C'est le cinquième du genre en l'espace de deux ans. Une trentaine de cadres et de syndicalistes travaillant

par la qualité des interventions entendues durant ce week-end, il dispose aussi de ressources humaines de premier ordre qui sont une promesse pour son avenir.

La présence à ce séminaire de deux hauts-fonctionnaires du BIT venus de Genève a apporté une dimension internationale bienvenue. MM. Pierre



M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, en compagnie de M. Robert Mugabé, premier ministre du Zimbabwe.

dans l'industrie minière ou alimentaire ainsi que dans les banques y participaient. Il a montré mis en évidence le rôle du Réarmement moral pour contribuer à établir une base solide aux relations entre partenaires sociaux.

Cela est d'une grande importance à un moment où le Zimbabwe, pays disposant de vastes ressources agricoles, minières et manufacturières, fait face, comme ses voisins, à de nombreux problèmes. Mais, à en juger

Adossema et Maurice Hel-Bongo, du Tchad, tous deux anciens ministres, ont partagé avec leurs frères du Zimbabwe la richesse de leur conviction et de leur expérience. Tous deux ont souligné le rôle néfaste que jouaient en Afrique la corruption et les corrupteurs et invité leurs auditeurs à être ancrés dans les valeurs morales et spirituelles qui peuvent permettre le développement de leurs populations.

DANIEL MOTTU

LA POLOGNE ET SES VOISINS

"Le système avance dans la bonne direction, mais il marche à pied dans un monde qui roule en voiture." C'est ainsi que Lech Wale-sa exprimait sa vision des choses, et celle de tout un peuple derrière lui, lors de la conférence de presse

donnée à Paris le 12 décembre 1988. Pourtant, à la mi-novembre, après la rupture des négociations préalables à la tenue d'une table ronde gouvernement-opposition, l'atmosphère en Pologne était plutôt au désespoir et à l'inquiétude

pour l'avenir. Deux événements expliquent ce revirement:

Le débat télévisé (une première en Pologne!) entre Walesa et le président des syndicats officiels a consacré la position incontournable de Walesa comme porte-parole de l'opposition et renforcé sa stature politique aux yeux de ses propres concitoyens.

La venue de Walesa à Paris pour les célébrations marquant l'anniversaire de la Déclaration des Droits de l'homme. Il n'avait pas été autorisé à quitter le pays depuis sept ans.

Pour lui, ce sont des signes importants d'une évolution dans le bon sens. Bien sûr, son engagement et sa détermination sont fortement soutenus par "la foi, la vérité et la prière, les seules armes de mon combat", comme il le disait à Paris.

Début novembre, une équipe du Réarmement moral composée de jeunes Français et Allemands a passé dix jours en Pologne pour rencontrer de nombreux jeunes et quelques personnalités.

Plusieurs questions importantes pour l'avenir ont été abordées: relations polono-allemandes et polono-russes, rôle du pardon et de la réconciliation dans l'évolution de l'histoire, implications pratiques de la foi au quotidien. L'évêque de Gdansk-Oliwa disait, en écoutant les expériences de certains de ces jeunes: "Y a-t-il beaucoup de gens comme vous à l'Ouest? Le travail que vous faites est important alors que nous abordons le XXIe siècle."

A Varsovie s'est tenue une réunion d'information sur le Réarmement moral et sur Caux, où le groupe a dû répondre à de nombreuses questions. Ainsi, un jeune

Allemand, étudiant en civilisation slave (langues russe et polonaise notamment) a dû préciser pour les Polonais ce qu'était "sa vision révolutionnaire pour cette région d'Europe": réconciliation de la Pologne avec ses voisins, y compris la Russie, pays d'Europe centrale et orientale vivant en relation de paix et d'amitié à l'exemple de la réconciliation franco-allemande. Le maillon polono-allemand pourrait être essentiel dans le développement de ce processus. "Je suis jalouse de votre vision", a dit une

jeune mère de famille, soulignant par là sa fascination pour ce qu'elle entendait et pour le lien entre l'engagement individuel et la perspective globale pour le monde.

N'y a-t-il pas là aussi la réponse au commentaire de Walesa qui voyait en France "peu de signes qui orientent la vie... Vous avez tout, les richesses, les libertés civiles, mais vous semblez ne croire en rien... Quelle est votre foi à vous, hommes d'Occident?"

CLAUDE BOURDIN

SCANDINAVES EN TANZANIE

Les liens qui se sont tissés à Caux ces dernières années entre Scandinaves et Tanzaniens continuent à produire leurs fruits. Le parti socialiste de Copenhague,

qui avait pris à cœur de fournir de l'équipement aux écoles techniques tanzaniennes, (voir *Changer* n°200, juillet 1988), souhaitait poursuivre son aide et

associer des syndicalistes à sa démarche. Sept personnes dont quatre responsables syndicaux se sont ainsi rendues en Tanzanie pendant trois semaines en septembre et octobre derniers. Ils ont rencontré de nombreuses personnalités à Dar Es Salam, à Dodoma, la capitale, mais aussi dans d'autres villes puisqu'ils ont parcouru 2500 kilomètres à travers le pays.

"A l'indépendance, 85% de la population était analphabète, leur a dit le président Nyerere, avec qui ils ont passé une heure. Aujourd'hui, 91% de la population peut lire et écrire mais nous avons maintenant à combattre notre carence en connaissances techniques."

Saluons ces responsables syndicaux qui se soucient des plus démunis d'un pays qui se trouve presque à ses antipodes.

RENCONTRE DE JEUNES A LYON



Pouvoir dire, devant les autres, ce qui vous motive dans la vie, comment vous avez surmonté des difficultés personnelles, n'est pas une démarche courante. C'est pourtant la teneur des échanges qui ont eu lieu entre une quarantaine de jeunes, principalement Français et Suisses, réunis les 26 et 27 novembre à Saint-Didier-au-Mont

d'Or, près de Lyon, dans l'esprit du Réarmement moral. Ils se sont ensuite attelés à préciser des projets communs visant à approfondir leur compréhension de l'actualité, à travailler à la réconciliation des Français avec leurs hommes politiques, enfin à aller au devant des jeunes Arabes et Vietnamiens vivant en France.

L'ETHIQUE, TOUJOURS L'ETHIQUE

Philippe Lobstein analyse le dernier livre d'Etienne Got

Etienne Got est professeur de philosophie dans un lycée de Rouen. Il est de ces enseignants que "nos enfants intéressent encore", selon le titre de son précédent ouvrage. Il est membre de l'A.E.R.E. (Association pour la responsabilité à l'école) dont il publie la charte intégralement dans son dernier livre: *Ethique, état des lieux*, un ouvrage où il plaide pour une éthique universelle de notre temps (1).

Le souci éthique

"Ce souci est tel, à l'heure actuelle, écrit-il d'entrée de jeu, qu'on n'a pas trop de deux mots, l'un venant du latin (morale), l'autre du grec (éthique), pour couvrir tous les besoins." Le terme même de "moralisation" n'est plus honni comme il y a quelques années. On parle de moralisation de la vie politique par la transparence du financement des partis, moralisation de la vie économique par la surveillance des opérations boursières, moralisation de la vie sociale par le dialogue plutôt que par l'affrontement violent.

Les exemples de retour à la morale ou à l'éthique sont innombrables. L'auteur, qui écrit dans *La Croix* et lit chaque jour *Le Monde* et *La Croix* pour y repérer les situations qui donnent lieu à des réflexions éthiques, dit "crouler sous les documents".

Ainsi les problèmes posés par la biotechnologie ont nécessité la création, en 1983, d'un Comité national d'éthique. Le domaine de la vie et de la santé est par excellence un lieu éthique. Le cancer, le sida, la pilule, "d'avant" ou "d'après", l'avortement, l'euthanasie présentés par tous les médias au grand public, posent des questions éthiques fondamentales.

Un souci éthique apparaît dans le déblocage de situations apparemment jusque-là sans issue.

Exemples: la réduction des armements à la suite des rencontres Reagan-Gorbatchev; le dialogue entre penseurs marxistes et chrétiens, à Budapest en 1986, sur le thème "société et valeurs éthiques"; la rencontre, dans un but de prière pour la paix, des représentants de toutes les grandes religions du monde à Assise en octobre 1986; le colloque des soixante-quinze prix Nobel à Paris, au début de l'année 1988, colloque éthique dans ses motivations et ses conclusions, introduit par Elie Wiesel avouant que, "sur le plan moral, notre société avance en tâtonnant puisque la matière l'intéresse plus que le coeur de l'homme" et que, de tout cela "nous sommes tous responsables".

Enfin, sur le plan français, des exemples significatifs: le retour de l'éducation morale et civique dans les établissements scolaires, l'avènement d'une "génération morale" après les manifestations étudiantes de décembre 1986, le dialogue sur le thème de la laïcité, en janvier 1985, d'un évêque français avec Lionel Jospin, alors secrétaire général du parti socialiste, à l'invitation d'une organisation appartenant au Comité d'action laïque. Dialogue aboutissant à un accord sur la nécessité de distinguer le *laïcisme*, qui est athéisme, scientisme, anticléricalisme, et la *laïcité*, qui est une "attitude d'accueil et de respect vis-à-vis des différentes familles spirituelles qui composent la nation" (M. Plateau, dans *Le Monde* du 29.1.85).

Faits et valeurs

C'est Yannick Simbron, dans une interview donnée au journal *La Croix* du 22.9.87, déclarant que, "pour connaître notre société, il faut en connaître les origines, donc la Bible et le christianisme".

Pour n'être pas angélique, la morale doit tenir compte des faits scientifiquement établis. Parmi eux, les plus fondamentaux sont, pour Etienne Got, les faits biologiques. Cela nous vaut un chapitre fort savant sur l'évolution de l'être humain, de sa conception jusqu'à son âge mûr, avec une insistance éclairante sur le processus de sexualisation dès la vie prénatale, sexualisation qui est génétique, puis hormonale, anatomique et cérébrale. Quand on a lu ce chapitre, on ne peut plus dire avec Simone de Beauvoir: "On ne naît pas femme, on le devient."

Si les faits conditionnent l'homme sur les plans biologique, psychologique, économique, social, politique, ils n'ont pas de valeur en soi. Ils pèsent sur l'homme comme le passé, comme le "parce que" de l'action, mais ils reçoivent leur sens et leur valeur de l'avenir, du "pour" de l'agir. Ce sont les finalités, les valeurs, qui éclaireront les faits.

Par exemple, l'homme mange parce qu'il a faim, mais plus profondément pour une valeur (la vie, la convivialité). Il peut jeûner, faire la grève de la faim, se laisser mourir pour une cause plus grande que sa vie.

L'homme suit ses pulsions sexuelles parce qu'elles sont fortes. Il peut aussi les maîtriser pour une valeur, un grand amour ou y renoncer par vocation religieuse.

L'homme est valeur et valorise les faits, ceux du monde, ceux de la science comme ceux de la vie.

Il est choix, projet. Il est éthique ou il n'est pas.

Animus et anima

Si la différenciation sexuelle est un fait de nature, elle correspond, chez tout être humain, à la distinction, essentielle pour Etienne Got, de deux valeurs présentes en tout être humain, *animus* (l'esprit masculin, la raison, le pouvoir) et *anima* (l'âme féminine, l'intuition, la réceptivité). Ainsi le féminisme est la reconnaissance de l'élément *animus* chez la femme. Le nouvel homme (nouveau mari, nouveau père) s'exprime par son *anima*.

Cela pour une plus grande harmonie personnelle, conjugale, sociale. A chacun de doser, dans ses jugements et son action, sa part d'*animus* et d'*anima* pour être juste.

Le mot liberté n'apparaît qu'à la fin, comme chez Spinoza et Kant, ces grands de la philosophie morale occi-

dentale. Elle est une conquête de l'éthique. L'homme libre est celui qui, "dans chaque situation, articule le mieux l'*animus* et l'*anima*, avec toujours dans l'esprit et le coeur le sacré de la personne humaine".

Soyons reconnaissants à Etienne Got de contribuer ainsi à l'élaboration

d'une éthique fondamentale pour les hommes de toutes croyances et incroyances de notre temps, pour la survie du monde.

Etienne Got: *Ethique, état des lieux*, Editions JONAS (Elboeuf sur Andelle, 76780 Argueil). Distribution: Distique.

CONCILIATION (suite de la page 11)

Le lendemain, la lettre contenant ces engagements partait de la mairie à destination de tous les participants.

Trois semaines plus tard, j'ai eu la confirmation de l'amélioration quand j'ai vu revenir plusieurs des locataires pour me parler des difficultés qu'ils avaient face aux copropriétaires et des réparations qu'ils comptaient demander à ces derniers pour les parties communes. Ils s'étaient rendu compte de ces problèmes lors de la réunion et demandaient mon aide pour les démarches à faire. Or, j'ai été agréablement surprise de voir que la dame du couple contesté était présente, que tout le monde lui parlait aimablement et qu'elle faisait vraiment partie de la communauté.

Une autre fois, lors d'une réunion, un homme que l'on accusait de faire beaucoup de bruit a pu expliquer que, travaillant dans un atelier de chaudronnerie très bruyant, il avait pris l'habitude de parler très fort. L'ambiance de la réunion a changé dès qu'il a donné cette explication et il a promis de faire attention à l'avenir.

- Ces expériences vous ont-elles amenée à réfléchir davantage à des formes de conciliation de quartier comme elles se pratiquent aux Etats-Unis?

- Cela vaudrait certainement la peine de suivre une telle piste, car cela pourrait décharger les tribunaux. A Valence, le tribunal d'instance, à partir des textes existants, a investi des responsables d'association ou des personnes connues pour leur moralité du pouvoir de régler des conflits de voisinage, et cela après m'avoir interviewée sur les conciliations dans ma commune. A Lyon même, le *Mouvement d'action sociale*, qui travaille en

lien avec la justice, a organisé une réunion à laquelle j'ai participé avec des représentants de Valence, une association de Paris et des personnes de l'Est, et nous avons pu constater la multiplicité des formes qu'une telle démarche pouvait prendre.

Le grand avantage d'une conciliation de quartier est qu'on ne dit pas qu'un tel a tort et l'autre raison, mais on cherche surtout à faire disparaître la source du litige. Il m'est arrivé de demander un relogement lorsqu'on a constaté qu'il y avait véritablement incompatibilité entre les personnes en présence.

On a parfois aidé des locataires à rédiger un règlement intérieur et à s'assurer qu'il fonctionne bien. Un des locataires s'est même proposé pour figurer sur ma liste aux élections municipales! Pour un problème de parking, on a même marqué avec le service technique, le seau de peinture à la main, les emplacements de chaque véhicule! Il faut aller jusqu'aux conséquences très concrètes.

- Quel peut être le rôle des gardiens d'immeuble?

- Dans cette réflexion collective sur les quartiers difficiles, nous avons pris conscience, après un certain temps, qu'il fallait inviter les gardiens. Ceux-ci ne se sentent bien sûr pas armés pour résoudre de tels conflits, mais nous avons pu quand même impliquer certains d'entre eux dans des réunions du conseil communal de prévention. Je sais que certains offices de HLM s'occupent de leur formation aux relations humaines. C'est loin d'être généralisé, et c'est très dommage, car dans certains quartiers ce sont parfois les gardiens qui enveniment les rapports avec les jeunes.

- Votre formation et votre métier de travailleuse familiale vous-ont ils préparée à vous lancer dans cette démarche?

- On ne sait pas jusqu'où remontent les choses auxquelles on est attentif, mais je crois plutôt que c'est ma formation chrétienne, encore que des athées pourraient avoir la même démarche.

- Personne à Feyzin ne s'est formalisé de voir le maire s'investir dans ce qu'on pourrait qualifier de questions de détail?

- J'ai le droit de faire cela, en tant que maire, au titre de l'ordre public. Et puis, ce sont les petits désordres qu'on laisse s'envenimer qui provoquent des situations sur lesquelles on n'a plus prise. Dans la ville voisine de Vénissieux, c'était exactement ça. On a fait du béton et on ne s'est pas préoccupé de la façon dont les gens vivaient dedans!

On pourrait évidemment se demander: un député-maire a-t-il vraiment le temps de s'occuper de cela? J'aime mieux passer un peu de temps à régler ces problèmes au fond que de passer ensuite des heures de réunions sur des situations qui dépassent tout le monde! Tout compte fait, on gagne du temps à agir de cette manière.

J'ai essayé d'intéresser mes adjoints. Au début, ils étaient très réticents, mais ils ont vu que ce n'était pas si terrible que ça et, un jour ou l'autre, ça ne m'étonnerait pas qu'ils conduisent des réunions eux-mêmes. Dans le futur conseil municipal, il y aura une adjointe au logement et à la vie des quartiers. Si elle a les qualités diplomatiques requises et si elle est reconnue comme telle, elle pourra très bien remplir ce rôle.

(Propos recueillis par J.-J. ODIER)

N.B. Pour des raisons d'efficacité, nous ne pouvons pas prendre en compte les adresses dans les pays autres que la France, le Canada, la Belgique et la Suisse.

M. / Mme / Mlle

Nom : Prénom :

N° Rue

Code Postal : Ville :

Pays :

M. / Mme / Mlle

Nom : Prénom :

N° Rue

Code Postal : Ville :

Pays :

M. / Mme / Mlle

Nom : Prénom :

N° Rue

Code Postal : Ville :

Pays :

M. / Mme / Mlle

Nom : Prénom :

N° Rue

Code Postal : Ville :

Pays :

M. / Mme / Mlle

Nom : Prénom :

N° Rue

Code Postal : Ville :

Pays :

Liste envoyée par :

M/Mme/Mlle

Nom Prénom :

N° Rue

Code Postal : Ville :

Pays :

PROMOTION 1989

Comme chaque année, notre mensuel lance une campagne d'abonnements à laquelle chaque lecteur est invité à participer. En vous permettant de communiquer à vos amis et connaissances ce que vous trouvez et appréciez vous-même dans **CHANGER**, cette campagne aide à atteindre un nombre croissant de lecteurs et à répandre des idées et un état d'esprit dont le monde a besoin.

C'est ce type de promotion, personnalisée par les lecteurs eux-mêmes, qui est de loin la plus efficace.

VOUS TROUVEREZ ci-contre une liste à découper (ou à photocopier) et à remplir.

VEUILLEZ Y INSCRIRE les noms et adresses de ceux à qui vous aimeriez que soient envoyés les numéros de mars, avril et mai 1989. Ils recevront ensuite une lettre leur proposant, de votre part, de s'abonner à **CHANGER**.

N'OUBLIEZ PAS de porter votre propre nom dans la case prévue à cet effet au bas de la page.

ENVOYEZ VOTRE LISTE une fois remplie (et gardez-en si possible un double), à l'une des deux adresses ci-dessous, au plus tard le 31 JANVIER 1989.

NOUS COMPTONS SUR VOUS pour participer à cet effort et vous en remercions d'avance.

A DECOUPER OU A PHOTOCOPIER et à envoyer avant le 31 janvier 1989 à l'une des adresses ci-dessous. Les listes reçues après cette date ne seront pas prises en compte.

Suisse: **CHANGER**, 1824 Caux

France: **CHANGER**,
68, bld Flandrin, 75116 Paris.